



LE 21 SEPTEMBRE, MOBILISONS-NOUS POUR EXIGER LA PAIX !

Paris le 19 septembre 2025

La journée internationale dédiée à la paix du 21 septembre vise à prévenir les guerres en promouvant une culture de paix, en développant une logique de coopération et en cherchant une issue négociée aux conflits naissants. De nombreuses initiatives ont lieu partout en France, en particulier pour la reconnaissance de l'état palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours.

Les massacres de civil-es, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le ciblage des journalistes, le blocage ou l'entrave de l'aide, ne semblent plus constituer une ligne rouge. Actuellement il y a plus de 60 conflits armés dans le monde, avec des risques d'embrasement.

Alors que nombre de conflits perdurent et s'intensifient, Trump et l'Otan appellent à porter le montant des dépenses militaires à 5 % du PIB. En 2024, Le montant mondial des dépenses militaires culmine au montant encore jamais atteint de 2700 milliards de dollars.

Qui veut la guerre augmente les budgets militaires, qui veut la paix limite les budgets de défense et engage la voix de la diplomatie afin de faire cesser les conflits.

À Gaza

Ce sont plus de 64 000 personnes qui ont péri depuis le 7 octobre 2023. Près de 2 millions ont été déplacé.e.s et près de 2 millions également sont privé.e.s d'aide humanitaire.

Hier, les États-Unis, 1^{er} fournisseurs d'armes d'Israël, ont une de nouveau opposé leur veto au Conseil de sécurité à un projet de résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat et à la levée des restrictions sur l'aide humanitaire (14 voix pour, une voix contre), alors que l'OMS ne cesse d'alerter sur la situation sanitaire catastrophique : hôpitaux de Gaza effondrés, fuite des populations sous les tirs, famine suite au blocus total imposé par Israël depuis mai, distributions d'aide sont transformées en guets-apens meurtriers.

Les Etats-Unis fournissent près de 70% des armes à Israël, suivis par l'Allemagne pour près de 30%, puis l'Italie, le Royaume-Uni, la France, le Canada, l'Espagne et les Pays-Bas. Depuis 2023, seules l'Italie et l'Espagne ont annoncé avoir cessé de fournir des armes.

La France doit reconnaître maintenant et sans condition l'État de Palestine dans les frontières de 1967 pour préserver la perspective de deux États vivant côte à côte dans la sécurité et le respect mutuel de leurs droits. Elle doit peser de tout son poids pour stopper la famine à Gaza, imposer un embargo sur les armes et sanctionner le gouvernement de Benyamin Netanyahu par tous moyens ! De son côté le Hamas doit procéder à la libération immédiate de tous les otages israéliens !

Au Soudan

Malgré la révolution populaire de 2019 ayant conduit à la chute de la dictature d'Omar El-Bechir au pouvoir depuis plus de 30 ans et le gouvernement intérimaire qui a suivi, le pays subit une quatrième guerre civile mortifère depuis le 15 avril 2023, entre les forces armées soudanaises (armée officielle depuis le putsch de 2021) et les forces de soutien rapide.

Les soudanais.e.s sont victimes de bombardements, fusillades, massacres, pillages, viols et violences sexuelles, déplacements forcés, destruction de villages entiers, et des effets de la guerre :

En Ukraine

Depuis l'invasion de la Russie le 24 février 2022, plus de 30 000 civile.e.s ukrainien.ne.s ont été tué.e.s, 20 000 enfants déportés en Russie [en mars 2023 la Cour Pénale Internationale a délivré un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine pour crime de guerre pour déportation et transfert illégal de population] et plus de 10 millions de personnes déplacé.e.s. L'immense majorité de ces réfugié.e.s est

famines et épidémies. Un nettoyage ethnique a lieu au Darfour.

Le nombre de morts est difficilement estimable, entre 40 000 et 150 000.

On compte 13 millions de déplacés, tandis que 30 millions de personnes sont exposées à une faim extrême, soit 60% de la population.

Les milices de la RSF reçoivent un soutien financier et militaire continu des Émirats arabes unis, auxquels la France vend des armes. Les deux camps sont soutenus financièrement par plusieurs puissances mondiales, sans lesquelles le conflit n'aurait pas pu durer.

originaires des régions de l'Est de l'Ukraine, détrompant la propagande poutinienne qui faisait passer les populations de ces régions comme attendant d'être libérées par l'armée russe.

Le taux de pauvreté a bondi de 15 % en seulement trois ans et un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Du côté de la Russie, les pertes s'élèvent, selon des médias russes indépendants en exil, à plus de 125 000 morts.

Cette situation internationale est gravissime avec une invisibilité de certains conflits et le « deux-poids-deux-mesures » de la diplomatie et du traitement par certains médias. Cela nécessite donc une mobilisation accrue en faveur de la paix ! La raréfaction des ressources, les changements climatiques, les guerres pour l'eau sont des facteurs supplémentaires qui aggravent les tensions et les risques de conflits armés modifiant la géopolitique mondiale.

L'absence d'intervention sur le terrain politique et la crise des Nations-Unies – seuls espaces possibles pour obtenir un cessez-le-feu et, à terme, une résolution des conflits – s'apparentent à un mépris du droit et du pacifisme.

De nombreux textes, traités et conventions, ainsi que des juridictions existent. Il est primordial d'exiger leur application effective.

Pour la CGT, il ne peut y avoir de progrès social sans paix, ni de paix sans justice sociale !

À Paris, une marche pour la reconnaissance de l'État palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours partira à 14h place de la République